



Projet de note de service sur les classes dédoublées

Non à la remise en cause de la liberté pédagogique et au flicage des personnels !

Le ministère a transmis aux organisations syndicales un projet de note de service concernant le « pilotage des classes dédoublées en éducation prioritaire », au moment où 1 891 suppressions de postes sont prévues pour la rentrée 2026 occasionnant une avalanche inédite de fermeture de classes.

Les classes dédoublées, qui sont donc l'objet du projet de note de service du ministère, subissent de plein fouet ces orientations puisque :

- année après année, les effectifs de ces classes augmentent, particulièrement en grande section ;
- ces classes sont beaucoup plus touchées que les autres par le non remplacement des enseignants absents sous le prétexte qu'elles ont un effectif plus réduit ;
- les 18 demi-journées libérées pour les enseignants de REP+ ne sont pas toujours respectées loin s'en faut faute de remplaçants en nombre suffisant, la disparition des remplaçants spécifique REP+ dans plusieurs départements ne pouvant qu'accentuer ce problème.

Le projet de note de service concernant le « *pilotage des classes dédoublées en éducation prioritaire* » vise à consolider « *l'articulation entre la formation des enseignants et leur accompagnement en classe.* » Tout un programme...

Une remise en cause inacceptable de la liberté pédagogique

Le projet de note de service indique que les DASEN « *portent une attention toute particulière à l'évolution des résultats des élèves des classes dédoublées* » et que « *l'analyse de ces résultats, croisée avec les observations issues des visites de classes effectuées par les inspecteurs de l'éducation nationale (IEN), permet d'élaborer des réponses pédagogiques concrètes.* »

Enfin, « *dans le cadre du conseil des IEN, une déclinaison départementale est formalisée par le DASEN et l'A-DASEN, pilotes directs de la stratégie pédagogique des classes dédoublées.* »

L'A-DASEN serait donc responsable de la « *stratégie pédagogique* » et « *d'élaborer des réponses pédagogiques concrètes* » dans les classes dédoublées au mépris de la liberté pédagogique des enseignants qui ont la responsabilité de ces classes !

Chaque enseignant est en effet libre de choisir, dans le cadre des programmes nationaux, les méthodes pédagogiques qui lui paraissent les plus appropriées aux élèves de sa classe. Le SNUDI-FO n'accepte pas que les personnels soient transformés en exécutants dociles d'une pédagogie officielle décidée par les IA-DASEN !

Un flicage permanent des personnels affectés sur ces classes dédoublées

Cette remise en cause de la liberté pédagogique a pour corollaire un flicage permanent des collègues qui prend la forme d'un « *accompagnement* » institué depuis la mise en place de PPCR : « *Cet accompagnement se traduit prioritairement par des visites de classe et la participation aux conseils des maîtres assurées par l'IEN ou un formateur de circonscription. À ce titre, tous les professeurs des classes dédoublées bénéficient d'au moins une visite par an.* »

Quant aux collègues nouvellement nommés sur les classes dédoublées, ils « *bénéficient d'une à deux visites-conseils au moins, et davantage si nécessaire au cours de chacune de leurs deux premières années d'exercice, en articulation avec les temps de formation.* »

Ainsi, les personnels devraient subir un contrôle permanent avec la mise en place de visites dites « *conseil* » pour lesquelles la note de service ne précise aucune limite ! Le ministre entend donc faire peser une pression incessante sur les collègues affectés sur ces classes ! Le SNUDI-FO n'accepte pas ces méthodes managériales !

Une formation-formatage imposée aux personnels

C'est bien dans le cadre de cette remise en cause de la liberté pédagogique et du flicage des personnels qu'il faut envisager les « formations » prévues par la note de service qui s'intègrent « à l'acte II des plans français et mathématiques et en mobilisant une partie des 18 heures d'animations pédagogiques » qui mobilisent « une partie des dix-huit demi-journées libérées » en REP+.

Ces formations pourraient avoir lieu « en regroupant temporairement deux dispositifs dédoublés pour assurer le départ en formation sans rupture pédagogique » ce qui vise à généraliser le non remplacement des personnels affectés en classe dédoublée et le regroupement systématique de ces classes avec un seul enseignant !

Par ailleurs la note de service précise que « pour répondre aux spécificités des classes dédoublées, un volume indicatif de 9 heures de formation en moyenne chaque année, sur quatre ans, pourra être organisé » sans préciser dans quel cadre seraient mises en œuvre ces 9 heures.

La « formation » préconisée par le ministère n'a rien à voir avec une formation librement choisie par les personnels en fonction de leurs besoins mais s'articule avec la « stratégie pédagogique » dans les classes dédoublées dictée par l'IA-DASEN et les visites de classes que les collègues affectés en classe dédoublées devraient subir.

Le SNUDI-FO revendique l'abandon de ce projet de note de service

Le contenu de cette note de service est pour le SNUDI-FO inacceptable. Il en demande le retrait pur et simple. Il exige le respect de la liberté pédagogique des personnels et l'arrêt de tous les processus de pression, de management qu'ils subissent dans le cadre de « l'accompagnement ».

Le SNUDI-FO exige l'abandon des suppressions de postes, des fermetures de classes et la création des postes nécessaires pour faire baisser les effectifs dans toutes les classes, assurer le remplacement des enseignants absents et permettre la prise en charge des élèves en difficulté ou en situation de handicap par des enseignants spécialisés.

Montreuil, le 20 mai 2026